

**Rapport semestriel d'activité
au 30 juin 2011
Modifié en date du 9 Novembre 2011 (point V. Attestation)**

I - Evénements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels

a) L'activité au premier semestre 2011 :

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2011 est en diminution de 22% par rapport au premier semestre 2010 et s'élève à 16 789 K€ contre 21 521 K€.

Après un premier trimestre en diminution de 20%, le second trimestre 2011 s'établit en recul de 23,5% par rapport au second trimestre 2010. Globalement, le chiffre d'affaires du premier semestre est en recul, conséquence de :

- L'impact de la LME (Loi de Modernisation de l'Economie) qui a modifié sensiblement les comportements des acteurs économiques ; notamment chez les grossistes.
- La réduction très significative des stocks dans les grandes surfaces de bricolage.
- L'attente par nos clients des nouveautés produits 2011 livrables à partir du mois de juillet 2011.
- L'effet de l'arrêt de l'activité climatiseurs pour 1,3 M€.

Par ailleurs, le portefeuille de commandes à fin juin 2011 est en diminution de -20% par rapport à fin juin 2010, malgré le bon accueil des nouveaux produits, ce qui traduit une grande prudence de l'ensemble des réseaux avant le démarrage de la saison au mois d'août.

Le résultat d'exploitation passe de -7 418 K€ à -9 198 K€ à fin juin 2011 du fait de la baisse des volumes.

Le résultat net passe pour sa part de -7 279 K€ à -7 648 K€. Au vu des pertes fiscales de l'année 2010, nous avons décidé de reprendre l'ensemble des amortissements dérogatoires soit un impact positif de 616 K€ sur le résultat net.

b) Faits marquants au 30 juin 2011 :

La réflexion engagée sur l'avenir du site de production à Obernai avait conduit la Direction de la société à prendre la décision, dès 2010, de revoir les plans d'amortissements des équipements pour tenir compte de leur terme probable d'utilisation à fin 2012 et d'accélérer la dépréciation des installations. Cette réflexion n'ayant pas abouti en 2011, il a été décidé de revenir aux durées d'amortissements initiales. A ce titre, les dotations complémentaires sur le 1^{er} semestre 2011 n'ont pas été constatées pour 706 K€.

Au vu des pertes fiscales de l'année 2010, nous avons décidé de reprendre l'ensemble des amortissements dérogatoires soit un impact positif de 616 K€ sur le résultat net.

Enfin, nous avons décidé de reporter en arrière le déficit fiscal réalisé sur l'exercice 2010 pour un montant de 3 572 K€. Le montant de carry-back qui en résulte, soit 1 191 K€, a été constaté en créance sur le premier semestre 2011.

II - Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice

Comme chaque année, la consommation des ménages doit prendre le relais à partir du mois de septembre 2011 pour que nos clients puissent engager le réassort de nouvelles commandes. C'est le principal facteur d'incertitude car nos clients ont bien accueilli nos offres produits et en particulier les nouvelles gammes.

Notre capacité logistique à livrer dans des périodes de temps de plus en plus courtes sera l'autre facteur majeur pour la réussite de la saison.

Compte tenu de la saisonnalité de notre activité de plus en plus marquée au fil des ans, le deuxième semestre représente traditionnellement la période de fortes ventes des produits de chauffage au bois, la réalisation de notre résultat s'effectuant durant cette période.

Pendant, il faudra rester attentif à l'évolution du prix très volatile des matières premières sidérurgiques et des frais de transport en particulier qui pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de fin d'année.

Risque de liquidité : Supra a fourni dans les annexes un échéancier de sa dette moyen long terme à taux fixe de 43 K€ au 30 juin 2011. Nous n'avons pas de clause de défaut sur cet emprunt.

A l'heure actuelle, nos lignes de trésorerie court terme avec nos partenaires bancaires sont de 12,7 M€ sans garantie pouvant être augmentées jusqu'à 18,7 M€ avec des créances clients en garantie. De fait, le risque de liquidité à ce jour est nul. Notre position au 30 juin 2011 en termes de lignes court terme reste identique à celle de la fin d'année 2010.

Risque de change : Supra a une politique de couverture de ses besoins de change prévisionnels qui consiste à couvrir au maximum 75% des besoins de l'année N+1 prévus au budget sur le dernier trimestre de l'année N.

De fait, 2,3 MUSD de couvertures au taux moyen de 1,37 USD/1€ ont été pris auprès de deux banques (67% pour l'une, 33% pour l'autre) pour couvrir l'ensemble de nos besoins 2011. Nous avons 1,2 MUSD de couvertures disponibles au 30 juin 2011 pour couvrir le reste de nos achats prévisionnels 2011.

Risque sur les actions : Supra détient un portefeuille de titres Supra pour une valeur d'achat de 146 878,65 € pour 24 538 actions soit un prix d'achat moyen de 5,986 €. Le conseil d'administration décide des mouvements sur les titres et de l'utilité de garder ce portefeuille. La situation au 30 juin 2011 reste identique à celle de la fin 2010.

III – Evénements post-clôture

Par communiqué de presse du 29 juillet 2011, EDF Energies Nouvelles Réparties (EDF ENR) a annoncé être entrée en négociation exclusive avec PERCEVA Capital dans le cadre de l'étude de la cession d'un bloc de contrôle majoritaire de notre société (coté au Compartiment C Eurolist). EDF ENR détient aujourd'hui 81.3% du capital de Supra SA.

PERCEVA Capital propose d'acheter à EDF ENR 58% des titres Supra SA à un prix par action égal à 10.88 €, EDF ENR devenant actionnaire minoritaire de notre société via le véhicule de reprise auquel elle apporterait en nature le solde de sa participation dans Supra sur la base du même prix de 10.88 € par action.

La proposition de PERCEVA sera soumise prochainement à la consultation de nos instances représentatives du personnel. La réalisation de cette opération serait en outre soumise à des conditions suspensives, notamment à l'approbation des autorités françaises compétentes.

A l'issue de ces opérations, un projet d'offre publique d'acquisition simplifiée, portant sur les titres des actionnaires minoritaires de la société Supra SA, serait déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers à un prix par action égal à 10.88 €.

IV – Transactions entre parties liées qui ont eu lieu durant les 6 premiers mois de l'exercice

La société SUPRA, partie signataire, bénéficie des dispositions du contrat-cadre de coopération national sur le marché de la rénovation des logements conclu avec la société EDF et des avenants subséquents.

Ce dispositif contractuel qui fixe les engagements des parties, notamment sur la remontée des fiches travaux éligibles en tant que certificats d'économie a généré un chiffre d'affaires de 1 047 K€ sur le premier semestre 2011 (647 K€ au titre de 2010 et 400 K€ au titre de 2011).

V – Attestation

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice, conformément aux dispositions de l'article 222-6 du Règlement Général de l'A.M.F.

*Pour valoir ce que de droit
Obernai, le 29 août 2011 – modifié le 9 novembre
2011*

*Olivier PAQUIER
Le Président du Conseil d'Administration*

*William ELBISSER
Directeur Général*

Désignation de l'entreprise : SUPRA S.A. Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12

Adresse de l'entreprise 28 rue du Général Leclerc, 67216 Obernai Durée de l'exercice précédent * 12

Número SIRET * 67588071000032 Néant :

| | | | | Exercice N clos le, 30/06/2011 | | N-1 31/12/2010 | | |
|--|---|---|---|-----------------------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|------------|
| | | | | Net 3 | | Net 4 | | |
| | | Brut 1 | | Amortissements, provisions 2 | | | | |
| Capital souscrit non appelé (I) | | AA | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ * | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | 319 | AC | 303 | 16 | 48 |
| | | Frais de développement † | CX | | CQ | | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | AF | 2 827 719 | AG | 2 004 944 | 822 775 | 885 257 |
| | | Fonds commercial (1) | AH | 1 041 672 | AI | 1 041 672 | | |
| | | Autres immobilisations incorporelles | AJ | | AK | | | |
| | | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | | AM | | | |
| | | Terrains | AN | 377 480 | AO | 152 322 | 225 158 | 225 158 |
| | | Constructions | AP | 10 005 487 | AQ | 8 086 773 | 1 918 714 | 2 076 018 |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | 12 820 629 | AS | 9 539 977 | 3 280 652 | 3 133 448 |
| | | Autres immobilisations corporelles | AT | 1 202 487 | AU | 927 819 | 274 668 | 281 183 |
| | | Immobilisations en cours | AV | 171 823 | AW | | 171 823 | 155 924 |
| | | Avances et acomptes | AX | | AY | | | |
| | | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | | CT | | | |
| | | IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Autres participations | CU | | CV | | |
| Créances rattachées à des participations | BB | | | BC | | | | |
| Autres titres immobilisés | BD | | 12 195 | BE | | 12 195 | 13 820 | |
| Prêts | BF | | 205 550 | BG | | 205 550 | 245 073 | |
| Autres immobilisations financières * | BH | | 352 681 | BI | 85 371 | 267 309 | 236 709 | |
| TOTAL (II) | BJ | | 29 018 047 | BK | 21 839 184 | 7 178 863 | 7 252 642 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | 3 010 829 | BM | 240 718 | 2 770 110 | 2 991 384 |
| | | En cours de production de biens | BN | 1 063 139 | BO | 184 023 | 879 115 | 1 162 931 |
| | | En cours de production de services | BP | | BQ | | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | 6 058 229 | BS | 212 151 | 5 846 077 | 4 110 342 |
| | | Marchandises | BT | 7 532 856 | BU | 295 818 | 7 237 037 | 4 470 686 |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | 147 348 | BW | | 147 348 | 805 024 | |
| | CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3) † | BX | 9 949 445 | BY | 1 122 997 | 8 826 447 | 15 052 636 |
| | | Autres créances (3) | BZ | 3 797 011 | CA | | 3 797 011 | 2 062 018 |
| | | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | | CC | | | |
| | DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres) | CD | | CE | | | |
| Disponibilités | | CF | 83 677 | CG | | 83 677 | 2 508 007 | |
| Comptes de Régularisation | Charges constatées d'avance (3) * | CH | 427 105 | CI | | 427 105 | 126 428 | |
| | TOTAL (III) | CJ | 32 069 642 | CK | 2 055 710 | 30 013 932 | 33 289 457 | |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | CW | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | | | |
| | Ecarts de conversion actif * (VI) | CN | | | | | 77 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | | CO | 61 087 690 | IA | 23 894 894 | 37 192 795 | 40 542 177 | |
| Renvois : (1) Dont droit au bail : | | 21 342 | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : | | (3) Part à plus d'un an : | | CR | |
| Clause de réserve de propriété : * | Immobilisations : | | Stocks : | | Créances : | | | |

† Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise SUPRA S.A.

Néant *

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

| | | Exercice N | Exercice N-1 | |
|--|---|------------|--------------|-------------|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 1 682 088) | DA | 1 682 088 | 1 682 088 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | 2 513 770 | 2 513 770 |
| | Écarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK) | DC | | |
| | Réserve légale (3) | DD | 168 208 | 168 208 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | |
| | Réserves réglementées (3) : (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1) | DF | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ) | DG | 8 776 442 | 8 776 442 |
| | Report à nouveau | DH | 6 748 027 | 14 854 971 |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | (7 647 641) | (8 106 944) |
| | Subventions d'investissement | DJ | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | 616 625 |
| | TOTAL (I) | DL | 12 240 896 | 20 505 163 |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | | |
| | Avances conditionnées | DN | | |
| | TOTAL (II) | DO | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | 1 646 145 | 1 650 731 |
| | Provisions pour charges | DQ | 1 284 326 | 1 284 326 |
| | TOTAL (III) | DR | 2 930 471 | 2 935 057 |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 6 496 566 | 135 936 |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI) | DV | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 8 124 331 | 8 274 454 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 4 816 105 | 4 851 070 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | 234 209 | 374 086 |
| | Autres dettes | EA | 2 079 094 | 3 466 407 |
| Compte régul. | EB | 271 120 | | |
| TOTAL (IV) | EC | 22 021 427 | 17 101 956 | |
| Écarts de conversion passif * | ED | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 37 192 795 | 40 542 177 | |
| RENVois | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | 1B | | |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | 1C | | |
| | | 1D | | |
| | | 1E | | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 21 830 784 | 17 101 956 | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | 6 437 802 | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SUPRA S.A.

Néant *

| | | Exercice N | | | | | | Exercice (N-1) | |
|---|--|---|------------|--|-----------|-------|-------------|----------------|------------|
| | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total | | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises * | FA | 5 514 156 | FB | 517 642 | FC | 6 031 798 | 27 204 073 | |
| | Production vendue { biens * services * | FD | 6 729 234 | FE | 2 302 943 | FF | 9 032 177 | 33 134 379 | |
| | | FG | 1 715 420 | FH | 9 184 | FI | 1 724 604 | 4 708 978 | |
| | Chiffres d'affaires nets * | FJ | 13 958 810 | FK | 2 829 769 | FL | 16 788 579 | 65 047 430 | |
| | Production stockée † | | | | | FM | 1 331 425 | 957 205 | |
| | Production immobilisée † | | | | | FN | 48 342 | 30 296 | |
| | Subventions d'exploitation | | | | | FO | 4 832 | 174 706 | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges † (9) | | | | | FP | 1 780 574 | 2 306 101 | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | | FQ | 22 991 | 45 530 | |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | | | FR | 19 976 744 | 68 561 269 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane) † | | | | | FS | 6 656 814 | 16 848 629 | |
| | Variation de stock (marchandises) † | | | | | FT | (2 772 013) | 468 822 | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) * | | | | | FU | 4 088 282 | 12 177 603 | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | | FV | 257 861 | 52 767 | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis) † | | | | | FW | 7 200 153 | 17 600 935 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés * | | | | | FX | 587 030 | 1 470 793 | |
| | Salaires et traitements † | | | | | FY | 7 535 749 | 15 349 825 | |
| | Charges sociales (10) | | | | | FZ | 3 180 907 | 6 260 695 | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations { - dotations aux amortissements * - dotations aux provisions | | | | | GA | 859 968 | 2 070 112 |
| | | | | | | | GB | | 1 041 672 |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions † | | | | | GC | 986 680 | 1 606 661 |
| | | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | GD | 512 734 | 1 783 883 |
| | Autres charges (12) | | | | | | GE | 81 101 | 328 950 |
| Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | | | GF | 29 175 272 | 77 061 351 | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | | GG | (9 198 528) | (8 500 082) | |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée † | | | | | GH | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré † | | | | | GI | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | GJ | | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | GK | 42 | 52 | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | GL | 9 741 | 22 633 | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | GM | 55 | | |
| | Différences positives de change | | | | | GN | 12 464 | 148 954 | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GO | 8 932 | 11 359 | |
| Total des produits financiers (V) | | | | | | GP | 31 236 | 183 000 | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions † | | | | | GQ | | (8 301) | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | GR | 153 557 | 174 718 | |
| | Différences négatives de change | | | | | GS | 8 638 | 46 035 | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GT | | | |
| Total des charges financières (VI) | | | | | | GU | 162 196 | 212 452 | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | | GV | (130 959) | (29 452) | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | | GW | (9 329 487) | (8 529 534) | |

Désignation de l'entreprise SUPRA S.A.

Néant *

| | | Exercice N | | Exercice N - 1 | | |
|--|---|--|-------------------------|------------------------|-------------|--------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | 135 000 | | 4 459 | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | 102 005 | | 113 606 | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | 616 625 | | 176 432 | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | HD | 853 630 | | 294 498 | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | 70 664 | | 10 917 | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | 495 142 | | 90 988 | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | HG | 2 904 | | 208 768 | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | HH | 568 711 | | 310 674 | |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | HI | 284 919 | | (16 175) | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | | | 0 | |
| Impôts sur les bénéfices † (X) | | HK | (1 396 926) | | (438 765) | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | HL | 20 861 612 | | 69 038 768 | |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | HM | 28 509 253 | | 77 145 713 | |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges) | | HN | (7 647 641) | | (8 106 944) | |
| RENOIS | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | | | | |
| | (2) Dont | produits de locations immobilières | HY | | | |
| | | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IG | | | |
| | (3) Dont | - Crédit-bail mobilier ‡ | HP | 5 490 | | 70 277 |
| | | - Crédit-bail immobilier | HQ | | | |
| | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IH | | | | |
| | (5) Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | | | | |
| | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | | | | |
| | (6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.) | HX | | | | |
| | (9) Dont transferts de charges | A1 | 112 543 | | 139 867 | |
| | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | | | | |
| | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | | | | |
| | (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | | | | |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9 | | | | | | |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) : | | | Exercice N | | | |
| | | | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | | | Exercice N | | | |
| | | | Charges antérieures | Produits antérieurs | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

SUPRA

Société Anonyme au capital de 1 682 088.91 euros
Siège social : 28, rue du Général Leclerc, 67210 OBERNAI
R. C. : Saverne B 675 880 710
SIRET : 675 880 710 000 32

ANNEXE DES COMPTES

au 30 juin 2011

Annexe aux comptes semestriels pour la période du 01.01.2011 au 30.06.2011, dont :

- le total bilan s'établit à **37 192 795 €**
- le résultat semestriel est une perte de **7 647 641 €**.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du **29 août 2011**.

A. Faits caractéristiques

1. Fait marquants du premier semestre.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2011 s'établit à 16 789 K€, en recul de 22% par rapport au premier semestre 2010 soit -4,7 M€. Les ventes de climatiseurs ont été abandonnées. Au 30 juin 2010, cette activité représentait un chiffre d'affaires de 1 332 K€. Le chiffre d'affaires au 30 juin 2010 à périmètre constant (hors impact des climatiseurs) était de 20 189 K€ ce qui représente un recul de -3,4 M€ soit -16,8%.

Cette baisse d'activité provient d'une forte prudence de l'ensemble des réseaux (impact LME et niveau de stocks dans les magasins). L'impact de la météo défavorable de début d'année, la faible consommation en règle générale et l'attente de la livraison des nouveautés 2011 par nos clients distributeurs expliquent pour l'essentiel le recul d'activité.

Le résultat d'exploitation passe de -7 418 K€ à -9 198 K€ à fin juin 2011 du fait du manque d'activité et d'un stockage de produits finis beaucoup plus faible que l'année précédente.

Le résultat net passe pour sa part de -7 279 K€ à -7 648 K€.

Le recul du premier semestre 2011 vient essentiellement d'un déstockage massif de l'ensemble de la filière et en particulier des grandes surfaces de bricolage. D'autre part, la faiblesse de la consommation des clients au premier semestre et l'attente des nouvelles gammes par nos clients distributeurs ont impacté négativement le chiffre d'affaires.

Nous retrouvons cette prudence au niveau du portefeuille avec un recul de 20% par rapport à fin juin 2010 malgré de meilleurs référencements chez nos plus gros clients. En effet, l'ensemble de nos nouveautés 2011 a été très bien accueilli par l'ensemble des réseaux. Notre capacité à livrer des très fortes quantités à partir du mois d'août et l'importance des réassorts à partir du mois d'octobre détermineront notre chiffre d'affaires annuel.

La réflexion engagée sur l'avenir du site de production à Obernai avait conduit la Direction de la société à prendre la décision, dès 2010, de revoir les plans d'amortissements des équipements

ANNEXE DES COMPTES au 30/06/2011

pour tenir compte de leur terme probable d'utilisation à fin 2012 et d'accélérer la dépréciation des installations. Cette réflexion n'ayant pas abouti en 2011, il a été décidé de revenir aux durées d'amortissements initiales. A ce titre, les dotations complémentaires sur le 1^{er} semestre 2011 n'ont pas été constatées pour 706 K€.

Au vu des pertes fiscales de l'année 2010, nous avons décidé de reprendre l'ensemble des amortissements dérogatoires soit un impact positif de 616 K€ sur le résultat net.

Enfin, nous avons décidé de reporter en arrière le déficit fiscal réalisé sur l'exercice 2010 pour un montant de 3 572 K€. Le montant de carry-back qui en résulte, soit 1 191 K€, a été constaté en créance sur le premier semestre 2011.

2. Consolidation

La société SUPRA est consolidée par la société EDF Energies Nouvelles selon la méthode de l'intégration globale.

3. Evènements post clôture

Par communiqué de presse du 29 juillet 2011, EDF Energies Nouvelles Réparties (EDF ENR) a annoncé être entrée en négociation exclusive avec PERCEVA Capital dans le cadre de l'étude de la cession d'un bloc de contrôle majoritaire de notre société (coté au Compartiment C Eurolist). EDF ENR détient aujourd'hui 81.3% du capital de Supra SA.

Le projet de PERCEVA Capital est de soutenir notre plan stratégique, visant à confirmer le leadership sur notre marché tant en France qu'à l'export, en s'appuyant sur notre équipe de direction.

PERCEVA Capital propose d'acheter à EDF ENR 58% des titres Supra SA à un prix par action égal à 10.88 €, EDF ENR devenant actionnaire minoritaire de notre société via le véhicule de reprise auquel elle apporterait en nature le solde de sa participation dans Supra sur la base du même prix de 10.88 € par action.

La proposition de PERCEVA sera soumise prochainement à la consultation de nos instances représentatives du personnel. La réalisation de cette opération serait en outre soumise à des conditions suspensives, notamment à l'approbation des autorités françaises compétentes. A l'issue de ces opérations, un projet d'offre publique d'acquisition simplifiée, portant sur les titres des actionnaires minoritaires de la société Supra SA, serait déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers à un prix par action égal à 10.88 €.

4. Informations concernant les risques de marché

La société SUPRA effectue des achats en devises USD et se couvre sur les taux de changes en fonction des achats projetés dans cette monnaie. Les éléments techniques concernant cet outil de couverture figurent dans le paragraphe E.3.b. La société SUPRA n'est pas exposée à d'autres risques de marchés.

B. Principes, règles et méthodes comptables appliqués

1. Modes et méthodes d'évaluation appliqués aux états financiers

Les états de synthèse de notre société pour l'exercice 2011 ont été établis conformément aux dispositions du code de Commerce, du décret n°67.236 du 23 mars 1967 et du règlement n°2000-06 concernant les nouvelles règles d'évaluation des passifs.

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes avec comme hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes.

1.1. Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend :

- un droit au bail,
- des brevets totalement amortis,
- plusieurs logiciels informatiques amortis sur 12 mois lorsqu'il s'agit de logiciels de bureautique et entre 3 à 10 ans pour les logiciels de gestion,
- les malis de fusion de Feu Style et Biomee.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges qui s'élèvent pour le premier semestre 2011 à 419 379 €.

| Immobilisations incorporelles nettes <i>(en millions d'euros)</i> | Décembre 2009 | Juin 2010 | Décembre 2010 | Juin 2011 |
|---|--------------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|
| Logiciels | 0,8 | 0,8 | 0,7 | 0,7 |
| mali de fusion Feu Style | 0,5 | 0,5 | | |
| mali de fusion Biomee | 0,5 | 0,5 | | |
| Autres | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,1 |
| Total immobilisations incorporelles nettes | 1,9 | 1,9 | 0,9 | 0,8 |

Les opérations de transmissions universelles de patrimoines réalisées en 2009 avec les sociétés FEU&STYLE et BIOMEÉ ont conduit à la constatation à l'actif du bilan de la société SUPRA de deux malis de confusion.

Ces opérations ont été comptabilisées en conformité avec les textes comptables applicables en la matière à savoir le règlement CRC N° 2004-01 du CRC complété par le règlement

2005-09 et les 3 avis du comité d'urgence du CRC : avis N°2005-C du 4 mai 2005, avis N°2006-B du 5 juillet 2006 et avis 2007-D du 15 juin 2007.

Ces malis s'élevaient respectivement à fin 2009 à 509 113 €, pour la société FEU STYLE, et à 532 560 € pour la société BIOME. Ces deux malis correspondent à une quote-part de la différence entre le prix payé par notre société pour acquérir l'intégralité des titres et la valeur des actifs nets apportés. Cette quote-part complémentaire est justifiée par les avantages futurs attendus de la prise de contrôle de ces entités.

Le chiffre d'affaires de l'entité FEU STYLE a connu une baisse significative de 46% en 2010 par rapport à 2009. Un test sur la valeur a donc été effectué à fin 2010 tenant compte d'hypothèses de développement revues à la baisse.

Cette évaluation du mali de confusion a été réalisée comme en 2009 sur la base de free cash flow (MBA après financement des investissements). La somme de ces free cash-flows actualisés a permis ainsi de déterminer la valeur nette comptable de la business unit et ainsi d'évaluer le montant des malis de confusion à activer. La somme de ces free cash flow étant négative l'intégralité du mali de confusion a été provisionnée soit 509 113 € conformément au paragraphe 4.5.2 du règlement n°2004-01 du CRC. Ce test sur la valeur n'avait pu être effectué au 30 juin 2010 du fait de la forte saisonnalité de l'activité.

Pour Biomee, la même analyse a été faite et les perspectives d'activité et de résultat réactualisées conduisent à ne plus justifier l'actif incorporel de 532 560 €. L'évaluation a été faite selon les mêmes modalités techniques que ci-dessus.

1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais) lorsque la société procède à des travaux conduisant à la construction d'équipements ayant le caractère d'actif ceux-ci sont estimés à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire.

Dans le cadre de l'application du règlement sur les actifs la société SUPRA a estimé en 2005 de nouvelles durées d'amortissements correspondant à la durée réelle d'utilisation de certains biens inscrits à l'actif acquis avant le 31 décembre 2004. Le montant des amortissements qui ont ainsi été reportés et qui restent à constater au 30 juin 2011 s'élève à 598 521,35 €.

Pour les biens acquis après 2005 il n'y a plus de différence entre les durées d'amortissement économiques et les durées d'amortissement comptables.

| Catégorie d'immobilisations | Durée d'amortissement | Application de la Réglementation sur les actifs |
|--|-----------------------|---|
| - constructions | | |
| • structure du bâtiment | | 40 ans |
| • autres composants | | 10 à 20 ans |
| - agencements/aménagements des constructions | 5 à 10 ans | 10 à 20 ans |
| - matériel et outillage industriels | 3 à 8 ans | 5 à 10 ans |
| - matériel de transport | 4 à 5 ans | |
| - agencements, aménagements, insti. Divers | 5 à 10 ans | |
| - matériel et mobilier de bureau et informatique | 4 à 8 ans | |

Les informations concernant le nantissement, la liste et le montant des engagements financiers sur les immobilisations corporelles données en nantissement de dettes sont communiquées au paragraphe « Engagements donnés » dans l'annexe.

La réflexion engagée sur l'avenir du site de production à Obernai avait conduit la Direction de la société à prendre la décision, dès 2010, de revoir les plans d'amortissements des équipements pour tenir compte de leur terme probable d'utilisation à fin 2012 et d'accélérer la dépréciation des installations. Cette réflexion n'ayant pas abouti en 2011, il a été décidé de revenir aux durées d'amortissements initiales. A ce titre, les dotations complémentaires sur le 1^{er} semestre 2011 n'ont pas été constatées pour 706 K€.

1.3. Les immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Des dotations pour dépréciation sont calculées le cas échéant lorsque la valeur vénale ou de recouvrement est inférieure à la valeur comptable à la date de clôture.

1.4. Les stocks

Les stocks de produits fabriqués et produits en cours de fabrication ont été évalués au coût de production. Les matières premières et le stock de marchandises ont été évalués au coût d'achat moyen pondéré. Les matières premières, produits finis et marchandises sont dépréciés pour tenir compte de la rotation lente, de l'obsolescence et de la valeur nette de réalisation. Une dépréciation est calculée pour les stocks ne figurant plus au tarif de l'année à venir, ainsi que pour des articles dont les quantités peuvent excéder au minimum un an de consommation.

Nous avons constitué une provision de 482 104 € à fin décembre 2010 au titre des articles en fin de gamme. Au 30 juin 2011, en tenant compte des déstockages, cette provision est de 404 324 €.

Nous actualiserons cette provision à la fin de l'année 2011 pour tenir compte du renouvellement des gammes et de l'écoulement des anciennes gammes.

1.5 Créances et dettes

1.5.1 Provisions pour dépréciations des créances douteuses.

La méthode appliquée concernant les contentieux au 30 juin 2011 est la suivante : provisionnement à 100%, sauf cas identifié avec un risque de non recouvrement partiel qui sera provisionné à due concurrence du risque.

1.5.2 Provisions pour dépréciations des créances échues.

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. En cas de risque de non recouvrement identifié sur les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les méthodes suivantes :

- **Pour la France** :
 - Provisionnement des factures échues à 25% ou 50% de l'encours HT en fonction du retard de paiement
 - Les centrales d'achats ne sont pas provisionnées
- **Pour l'export** :
 1. Factures échues de 1 à 90 jours / date de clôture : pas de provision
 2. Factures échues à plus de 90 jours / date de clôture : provisions de 10% à 100% de l'encours total en fonction de l'existence ou non d'une assurance crédit et de la maturité des créances.

1.5.3 Autres dettes d'exploitation

Les autres dettes d'exploitation sont constatées pour leur valeur nominale. La revue de nos méthodes d'évaluation et l'analyse complémentaire des risques nous ont conduits en 2007 à constater une charge complémentaire de 722 258 € avant impôt.

Au 30 juin 2011, l'analyse du risque a conduit à un solde de 379 885 €.

1.5.4 Disponibilités

Les mouvements affectant les comptes bancaires sont enregistrés en date d'opération. Le poste disponibilités intègre des valeurs à l'encaissement pour un montant total de 51 092 €.

2. Présentation des informations chiffrées

Toutes les valeurs indiquées dans les différents tableaux et rubriques ci-après sont exprimées en Euros.

C. Informations relatives au bilan

TABLEAU DE MOUVEMENTS D'IMMOBILISATIONS BRUTES en €

| | Bilan Ouverture | Acquisitions | Cessions | Transferts compte à compte | Bilan au 30-juin-11 |
|--|--------------------|------------------|----------------|----------------------------------|------------------------|
| Logiciels | 2 103 666 | 86 560 | | 14 721 | 2 204 946 |
| Mali de confusion Feu Style | 509 113 | | | | 509 113 |
| Mali de confusion E-bois | 532 560 | | | | 532 560 |
| Autres immobilisations incorporelles | 564 889 | 48 204 | | 10 000 | 623 093 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total immob. incorporelles | 3 710 228 | 134 764 | 0 | 24 721 | 3 869 712 |
| Terrains | 377 480 | | | | 377 480 |
| Constructions sur sol propre | 4 839 934 | | | | 4 839 934 |
| Installations générales & aménagement constructions | 5 132 138 | 30 415 | | 3 000 | 5 165 554 |
| Installations techniques matériels et outillages | 12 352 954 | 798 986 | 467 108 | 135 797 | 12 820 629 |
| Matériel de transport | 221 520 | | 103 926 | | 117 593 |
| Matériel de bureau | 1 059 816 | 27 702 | 2 624 | | 1 084 895 |
| Emballages récupérables & divers | | | | | 0 |
| Immobilisations en cours | 155 925 | 180 961 | 1 545 | -163 517 | 171 823 |
| Total immob. corporelles | 24 139 767 | 1 038 065 | 575 203 | -24 721 | 24 577 907 |
| Autres participations | | | | | 0 |
| Créances rattachées à des participations | | | | | 0 |
| Autres titres immobilisés | 13 820 | | 1 624 | | 12 196 |
| Prêts & autres immobilisations financières | 567 155 | 50 000 | 58 923 | | 558 231 |
| Total immob. financières | 580 975 | 50 000 | 60 548 | 0 | 570 427 |
| Total général | 28 430 969 | 1 222 828 | 635 751 | 0 | 29 018 046 |

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS en €

| | Solde ouverture | Dotations linéaires | Diminutions | Transfert compte à compte | Bilan au 30-juin-11 |
|-----------------------------------|--------------------|------------------------|----------------|---------------------------------|------------------------|
| Logiciels | 1 335 929 | 184 446 | | -1 933 | 1 518 442 |
| Immobilisations incorporelles | 447 320 | 37 552 | | 1 933 | 486 805 |
| Total immob. incorporelles | 1 783 249 | 221 998 | 0 | 0 | 2 005 247 |
| Terrains | 152 322 | | | | 152 322 |
| Constructions sur sol propre | 4 686 756 | 101 132 | | -155 637 | 4 632 251 |
| Agencements installations | 3 209 298 | 89 588 | | 155 637 | 3 454 523 |
| Matériel & outillage | 9 219 506 | 455 234 | 161 881 | 27 118 | 9 539 977 |
| Matériel de transport | 163 974 | 11 676 | 37 550 | -35 338 | 102 761 |
| Matériel de bureau & inform. | 836 178 | -16 755 | 2 585 | 8 220 | 825 058 |
| Emballages récupérables divers | | | | | |
| Total immob. corporelles | 18 268 034 | 640 875 | 202 016 | 0 | 18 706 893 |
| Total général | 20 051 283 | 862 873 | 202 016 | 0 | 20 712 140 |

La dotation est comptabilisée dans les postes suivants :

- 681111 Immobilisations incorporelles
- 681122 Terrains
- 681123 Constructions sur sol propre
- 681123 Agencements installations
- 681125 Matériel & outillage
- 681128 Matériel de transport
- 681128 Matériel de bureau & informatique

TABLEAU DES STOCKS en €

| | Brut | Provision | Net au 30/06/2011 | Net au 31/12/2010 |
|--------------------|-------------------|----------------|----------------------|----------------------|
| Matières Premières | 3 010 829 | 240 719 | 2 770 110 | 2 991 384 |
| En-Cours | 1 063 140 | 184 024 | 879 116 | 1 162 931 |
| Produits Finis | 6 058 229 | 212 152 | 5 846 077 | 4 110 342 |
| Produits Négoce | 7 532 856 | 295 818 | 7 237 038 | 4 470 686 |
| TOTAL | 17 665 054 | 932 713 | 16 732 341 | 12 735 343 |

ETAT DES PROVISIONS en €

| Nature des provisions | Montant début exercice | Augmentations | Reprise des provisions non utilisées | Reprises des provisions utilisées | Montant au 30-juin-11 |
|--|------------------------------|------------------|--|--|-----------------------------|
| Amortissements dérogatoires | 616 626 | | 616 626 | | 0 |
| Total provisions réglementées | 616 626 | 0 | 616 626 | 0 | 0 |
| Provisions pour litiges prud'hommes | 693 473 | 512 735 | 200 237 | 312 029 | 693 942 |
| Provisions litiges risques et charges | 136 600 | | 5 000 | | 131 600 |
| Provisions pour garanties données aux clients | 820 603 | | | | 820 603 |
| Provision perte de change | 56 | | | 56 | 0 |
| Provision pour retraites IFC | 1 198 585 | | | | 1 198 585 |
| Provisions pour retraites et médailles du travail | 85 741 | | | | 85 741 |
| Total provisions pour risques et charges | 2 935 058 | 512 735 | 205 237 | 312 085 | 2 930 471 |
| Provision pour dépréciation s/immob. incorporelles | 1 041 673 | | | | 1 041 673 |
| Provision pour dépréciation. s/immob. financières | 85 371 | | | | 85 371 |
| Provision pour dépréciation s/stocks et en-cours | 1 084 134 | 932 713 | 1 084 134 | | 932 713 |
| Provision pour dépréciation s/cptes clients | 1 135 663 | 153 300 | 127 366 | 38 599 | 1 122 998 |
| Prov. pour dépréciation des débiteurs divers | 0 | | | | 0 |
| Total provisions pour dépréciation | 3 346 841 | 1 086 013 | 1 211 500 | 38 599 | 3 182 755 |
| TOTAL GENERAL | 6 898 525 | 1 598 748 | 2 033 363 | 350 684 | 6 113 226 |

| Nature des provisions | Augmentations | Diminutions |
|---|------------------|------------------|
| dont dotations et reprises d'exploitation | 1 598 748 | 1 767 365 |
| financières | | 56 |
| exceptionnelles | | 616 626 |
| Total | 1 598 748 | 2 384 047 |

Etant donné la situation déficitaire, il a été jugé opportun de changer d'option fiscale concernant les amortissements dérogatoires en pratiquant une reprise de l'intégralité de ces amortissements au

30 juin 2011. L'impact sur les comptes se traduit par une reprise sur amortissements dérogatoires pour un montant de 616 626 €.

PROVISION POUR RISQUES PRUD'HOMMES

Ces provisions ont été évaluées en fonction des procédures en cours au 30/06/2011 et des jugements intervenus jusqu'à l'arrêté des comptes pour les dossiers concernés.

PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

L'engagement de la société en matière d'indemnités de fin de carrière est évalué en fin d'année. L'évaluation faite par un actuaire est basée sur la méthode prospective, conformément aux normes IFRS.

Les hypothèses économiques prises en compte en 2010 étaient les suivantes :

- taux d'actualisation est de 4.25%,
- taux d'inflation attendu sur le long terme de 2%,
- taux de progression des salaires : Inflation,
- Indexation des gratifications d'ancienneté : 0 %,
- Taux de charges sociales patronales : 44 % Richard Le Droff, 42 % Supra.

Cet engagement est intégralement couvert par une provision. Au 31 décembre 2010 une actualisation a été effectuée par l'actuaire et le montant total de la provision s'élève à 1 198 585 €.

PROVISION POUR MEDAILLES DU TRAVAIL

Il en est de même concernant l'engagement de la société en matière de médailles du travail. L'évaluation est faite par un actuaire, basée sur la méthode prospective, conformément aux normes IFRS.

Cet engagement est lui aussi intégralement couvert par une provision. Au 31 décembre 2010, une actualisation a été effectuée et le montant total de la provision s'élève à 85 741 €.

L'actualisation des provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail sera effectuée à la clôture de l'exercice 2011.

PROVISION POUR GARANTIE

La mise à jour de la provision pour garantie est constatée annuellement en fin d'année.

Elle est évaluée compte tenu des pièces fournies gratuitement, à celui des stations ainsi que des frais de port occasionnés lors de la réparation sous garantie d'appareils défectueux.

Cette provision a été évaluée conformément au taux de retour pour raisons techniques par rapport au chiffre d'affaires réalisé pour chaque famille de produits. La méthode d'évaluation a été revue, pour tenir compte de manière plus exacte des coûts de garantie par famille de produits et notamment des délais de garantie à couvrir. La grande majorité des coûts de garantie sont générés par des produits de négoce électrique garantis une année.

Le calcul se base sur les hypothèses suivantes :

- 1 Le calcul sur une année, sur les cas réels pris en charge par lignes de produits en garantie, en spécifiant la date de vente de SUPRA à son client, la date de vente au client final et la date de prise en charge en garantie. Nous déterminons ainsi le temps à couvrir en fonction de la date de vente par SUPRA et du temps de garantie lié au produit ;
- 2 Détermination du temps de garantie par produit par le SAV de SUPRA ;

- 3 nous calculons par ligne de produits (bois et électrique) le coût annuel des garanties (remplacement des appareils, coût des réparations externes, avoirs et transports pour service après-vente);
- 4 le coût annuel de la garantie par ligne de produit est mis en proportion du chiffre d'affaires de l'année pour calculer un pourcentage;
- 5 nous multiplions le pourcentage par la durée de garantie à couvrir ce qui donne le montant global de la couverture à provisionner;
- 6 enfin cette provision est comparée au total inscrit au bilan pour ajustement de la provision.

Ainsi les hypothèses retenues en 2010 pour le calcul de la provision pour garantie pour les appareils électriques et bois peuvent se résumer comme suit :

- le cout des garanties assurées aux clients en 2010 représente 0,9% pour le chiffre d'affaires annuel bois
- le cout des garanties assurées aux clients en 2010 représente 5,9% pour le chiffre d'affaires annuel électrique

Pour rappel, SUPRA alloue deux types de garanties qu'il convient de distinguer:

- Une garantie pièce et main d'œuvre pour les produits électriques de chauffage et de climatisation mobile, les appareils de chauffage à granulés (non encore commercialisés à ce jour).
- Une garantie pièce pour les appareils à bois en bûches. Dans le cadre de cette garantie, la pièce reconnue défectueuse est prise en charge. Les frais liés au remplacement de la pièce sont exclus du bénéfice de cette garantie.

Dans les deux cas, la garantie s'applique dans le cadre d'une installation et d'une utilisation conforme aux prescriptions de la notice et au respect des règles d'installations nationales pour les produits nécessitant une mise en œuvre.

Elles sont expressément décrites pour éviter tout litige.

Les exclusions concernent des pièces directement accessibles et que l'utilisateur peut endommager du fait d'une mauvaise utilisation voire de chocs comme la vitre d'un insert, les joints, ou encore les consommables comme les filtres à remplacer selon l'utilisation faite.

Les limitations concernent des pièces pouvant subir une usure prématurée dans le cas d'une installation ou d'une utilisation non conforme.

Ces limitations touchent en particulier les pièces intérieures des appareils à bois, au contact de la flamme, garanties 1 an.

Les statistiques de commercialisations de pièces montrent que seules ces pièces sont consommées.

Au vu des statistiques connues à ce jour, la garantie survient dans les 7 mois de la vente pour le matériel électrique et dans les 10 mois de la vente pour le matériel bois quelque soit la période de garantie prévue par ailleurs dans les conditions générales de ventes pour ces deux types de produits.

Ainsi une partie des coûts du service après vente ou d'avoirs émis concerne des ventes de l'exercice et les coûts afférents sont ainsi comptabilisés sur le même exercice.

Il convient donc de ne provisionner que les ventes de l'année qui statistiquement sont encore concernées par le risque de retours : les sept derniers mois de ventes pour le matériel électrique et les 10 derniers mois pour le matériel bois.

ETAT DES CREANCES en €

| | Montant Brut | A 1 an au plus | à plus d'un an |
|--|-------------------|-------------------|------------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 205 550 | 205 550 | |
| Autres immobilisations financières | 352 681 | 352 681 | |
| Avances et acomptes versés | 147 349 | 147 349 | |
| Clients douteux ou litigieux | 1 223 406 | | 1 223 406 |
| Autres créances clients (1) | 8 726 040 | 8 726 040 | |
| Personnel et comptes rattachés | 448 331 | 448 331 | |
| Sécurité sociale et autres | 79 688 | 79 688 | |
| Impôt sur les bénéfices (2) | 1 813 305 | 412 633 | 1 400 672 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 1 118 774 | 1 118 774 | |
| Autres impôts et taxes | 3 939 | 3 939 | |
| Divers | 101 378 | 101 378 | |
| Groupe et associés | | | |
| Débiteurs divers | 231 594 | 231 594 | |
| Charges constatées d'avance | 427 106 | 427 106 | |
| TOTAUX | 14 879 141 | 12 255 063 | 2 624 078 |

(1) « Autres créances clients » incluant les effets à recevoir au 30 juin 2011 pour un montant total de 1 267 835 €.

(2) dont créance de carry-back pour un montant de 1 190 610 € et créance pour crédit d'impôt recherche pour un montant de 618 949 €.

Informations sur les postes concernant les entreprises liées

La société SUPRA a conclu avec la société EDF un contrat de Coopération Commerciale au titre des années 2010 et 2011.

Ce contrat porte sur :

- la concession par EDF à la Société du droit d'utiliser les marques Bleu Ciel d'EDF
- les engagements d'EDF et les apports commerciaux au profit de la Société
- les engagements des parties pour 2010 portant sur les fiches travaux éligibles en tant que certificats d'économie d'énergie avec facturation correspondante.

Au titre de ce contrat, la société SUPRA a généré un chiffre d'affaires de 1 047 K€ sur le premier semestre 2011 (647 K€ au titre de 2010 et 400 K€ au titre de 2011). Ce montant est comptabilisé au compte « Clients, factures à établir ».

Créances liées aux certificats d'économie d'énergie (solde du compte client EDF au 30 juin 2011).

| Eléments concernant les entreprises liées (en €) | |
|---|------------------|
| POSTE | Montant |
| Créances clients et comptes rattachés | 1 072 812 |

Il n'y a pas de dettes au 30 juin 2011.

PRODUITS A RECEVOIR en €

| | Montant au 30/06/2011 |
|---------------------------------------|----------------------------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 1 465 100 |
| Autres créances | 231 594 |
| Etat | 65 839 |
| Total | 1 762 533 |

Au 30 juin 2011, nous n'avons pas de portefeuille de SICAV en banque.

DETAIL DES CCA en €

| Détail des charges constatées d'avance: | Montant au 30/06/2011 |
|--|----------------------------------|
| Locations | 2 290 |
| Maintenance et entretien | 100 534 |
| Assurances | 23 691 |
| Etudes et documentation | 4 177 |
| Publicité et catalogue | 95 280 |
| Transports | 54 727 |
| Frais postaux | 1 600 |
| Divers | 17 478 |
| Eco taxe et taxes diverses | 80 445 |
| Autres charges sociales | 46 884 |
| Total | 427 106 |

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES en €

| | Montant Brut | à 1 an au plus | +1 an < 5 ans | > 5 ans |
|---|-------------------|-------------------|---------------|----------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits : | | | | |
| à 1 an maximum à l'origine | 6 453 130 | 6 453 130 | | |
| à plus de 1 an à l'origine | 43 437 | 43 437 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 8 124 332 | 8 124 332 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 2 103 919 | 2 103 919 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 2 138 945 | 2 138 945 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 350 305 | 350 305 | | |
| Autres impôts et taxes et assimilés | 222 937 | 222 937 | | |
| Impôt sur les bénéfices | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 234 210 | 234 210 | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 2 079 094 | 2 079 094 | | |
| Produits constatés d'avance | 271 120 | 271 120 | | |
| TOTAUX | 22 021 429 | 22 021 429 | 0 | 0 |

Charges à payer rattachées aux postes de dettes en €

| | Montant au 30/06/2011 |
|--|-----------------------|
| Emprunts et dettes établissements de crédits | 238 |
| Dettes rattachées aux comptes fournisseurs | 3 893 573 |
| R.R.R. & avoirs à établir | 1 831 919 |
| Personnel | 2 097 614 |
| Organismes Sociaux | 957 572 |
| Etat | 222 937 |
| TOTAL | 9 003 853 |

Le montant des emprunts remboursés en cours d'exercice s'élève à 85 340 €.
 Le solde du capital restant à rembourser de 43 199 € se répartit de la manière suivante en fonction des investissements financés à l'origine :

- investissements d'équipements industriels : 43 199 €

Le solde de l'emprunt sera intégralement remboursé au 1^{er} août 2011.

D. Informations relatives aux postes du compte de résultat

1. Ventilation du chiffre d'affaires :

| en € | CA France | CA Export | CA Total |
|---------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| - Négoce | 6 729 234 | 2 302 943 | 9 032 177 |
| - Production vendue | 5 514 156 | 517 642 | 6 031 798 |
| - Services | 1 715 420 | 9 184 | 1 724 604 |
| TOTAL | 13 958 810 | 2 829 769 | 16 788 579 |

Le montant des transferts de charges de formation au 30 juin 2011 est de 24 221 €. Il s'agit des refacturations à l'ADEFIM 67/OPCAIM des frais annexes.

2. Détail des produits et charges exceptionnels :

DETAIL DES PRODUITS & CHARGES EXCEPTIONNELS en €

| | Charges exceptionnelles |
|--|-------------------------|
| Dotations exceptionnelles | 2 904 |
| Dotations amortissements dérogatoires | 0 |
| Coût sur opération en capital (1) | 495 142 |
| Coût sur opération de gestion | 70 665 |
| Total Charges exceptionnelles | 568 711 |
| | Produits exceptionnels |
| Produits exceptionnels sur op. de gestion (2) | 135 000 |
| Reprises amortissements dérogatoires (3) | 616 626 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital (1) | 102 005 |
| Total Produits exceptionnels | 853 631 |
| Résultat exceptionnel | 284 920 |

(1) Les opérations en capital représentent pour l'essentiel des cessions d'immobilisations concernant l'activité d'E-bois.

- (2) Un accord a été trouvé avec l'Union des Coopérateurs d'Alsace sur la résiliation du bail d'un local d'exposition. L'indemnité en faveur de Supra se monte à 135 000 €.
- (3) Au vu de la situation fiscale, il a été décidé de reprendre l'intégralité des amortissements dérogatoires pour un montant de 616 626 €.

3. Rémunération des dirigeants

La rémunération des membres du Comité de Direction s'élève à 706 620 € pour le premier semestre 2011.

4. Impôt sur les sociétés

4.1. Incidence des dispositions fiscales sur le résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice 2011 est affecté par des dispositions fiscales se chiffrant à 616 626 € au 30 juin 2011 relatifs aux mouvements de reprise de la provision pour amortissements dérogatoires.

4.2. Ventilation de la charge d'impôt

La charge d'impôt au 30 juin 2011 se décompose comme suit :

- Report en arrière des déficits (carry-back) : (1 190 610) €
- Crédit impôt recherche : (206 316) €

(En milliers d'euros)

| Rubriques | Résultat avant impôt | Impôt Société | Résultat net après impôt |
|--|----------------------|---------------|--------------------------|
| Résultat Courant | (9 330) | 1 397 | (7 933) |
| Résultat exceptionnel (et participation) | 285 | 0 | 285 |
| Résultat comptable | (9 045) | 1 397 | (7 648) |

4.3. Allègement de la dette future d'impôt

(En milliers d'euros)

Montant en base

| | |
|---|---------------|
| - Contribution Organique | 26 |
| - Autres provisions temporairement non déduites | 132 |
| - Indemnités de fin de carrières | 1 199 |
| - Pertes reportables | 12 831 |
| TOTAL allègements | 14 188 |
| Situation fiscale différée nette 14 188 x 33,33% | 4 729 |

E. Autres informations

1. Effectif moyen au 30 juin 2011

| Catégorie | Effectif salariés |
|------------------|-------------------|
| Cadres & VRP | 75 |
| Assimilés cadres | 29 |
| Employés | 88 |
| Ouvriers | 179 |
| Total | 371 |
| Intérimaires | 3 |
| Total | 374 |

2. Composition du capital

| | Nombre d'actions | Capital en € |
|-----------------------------|------------------|--------------|
| Capital en début d'exercice | 1 103 378 | 1 682 089 |
| Capital en fin d'exercice | 1 103 378 | 1 682 089 |

Le capital social a fait l'objet d'une conversion globale au 31.12.2001.

- Droit de vote double :

L'Assemblée Générale du 13.12.1985 a décidé d'attribuer un droit de vote double de celui conféré aux autres actions à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire.

- Stock options :

L'ensemble des options consenties ont été à présent pleinement exercées, le plan se trouve clos.

- Les actions propres :

Au 31/12/2010, la société SUPRA détient à l'actif 24 538 actions constitutives de son capital dites actions propres pour un montant de 146 878.65 € et qui représentent 2,22 %.

3. Engagements financiers

a) Engagements donnés

Cautions en garantie d'opérations de crédits documentaires à l'importation :

Banque Populaire : 505 118 USD

Société Générale : 374 747 USD

LCL : Nantissement de matériel d'équipement : 43 437 €

Engagement de Crédit Bail mobilier : 10 653 €

b) Engagements reçus

Crédits documentaires : 4 500 000 €

Lignes de découvert : 8 200 000 €

Lignes de découvert en contrepartie de garanties (traites clients) : 6 000 000 €.

Lignes de découvert utilisées à fin juin 2011 : 6 437 802 €

Des contrats de couverture de change visant à couvrir des flux de trésorerie futurs ont été mis en place (détail ci-dessous). Il s'agit de contrats d'achats d'USD afin de couvrir les approvisionnements de produits en provenance de la zone Asie.

| Echéances | Type | Montant disponible \$ | Taux €/ \$ | Montant € |
|------------|------|-----------------------|------------|-----------|
| 29/07/2011 | 2011 | 320 951 | 1,4076 | 228 013 |
| 30/09/2011 | 2011 | 512 454 | 1,3555 | 378 055 |
| 30/12/2011 | 2011 | 400 000 | 1,4065 | 284 394 |

c) Engagements pris en matière de crédit bail et de contrats de location en €.

| ENGAGEMENTS DE LOCATION | | | | | | | |
|----------------------------|------------------------------|--------------------|----------------|----------------|----------------------------|---------------|----------------|
| Poste du Bilan | valeur des biens à l'origine | Dotation théorique | Redev. payées | | Redevances restant à payer | | |
| | | | De l'exercice | Jusqu'à 1 an | +1 an à 5 ans | +5ans | Total à payer |
| Véhicules | 1 137 013 | 113 701 | 119 819 | 157 705 | 181 659 | | 339 364 |
| Chariot élévateurs | | | 81 656 | 63 916 | 14 207 | | 78 124 |
| Matériel de bureau | | | 18 517 | 39 225 | 87 746 | | 126 971 |
| Location Faraone St Bonnet | | | 40 630 | 54 173 | 270 865 | 45 144 | 370 182 |
| Location Coop Obemai | | | 1 384 | | | | 0 |
| Loc. Les Faisans Feu style | | | 7 972 | 14 400 | 3 600 | | 18 000 |
| Loc. La Cheminée Feu style | | | 26 110 | 12 960 | | | 12 960 |
| TOTAUX | | | 296 087 | 342 380 | 558 077 | 45 144 | 945 600 |

| ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL, sans option achat | | | | | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------|----------------|----------------------------|----------------|----------|----------------|
| Poste du Bilan | Valeurs des biens à l'origine | Dotation théorique | Redevances payées | | Redevances restant à payer | | | |
| | | | De l'exercice | Cumulées | Jusqu'à 1 an | +1 an à 5 ans | +5ans | Total à payer |
| Fendeuses | 312 622 | 31 262 | 5 490 | 159 222 | | | | 0 |
| Matériels informatiques | 423 073 | 70 512 | 82 821 | 219 801 | 132 234 | 108 081 | | 240 315 |
| TOTAUX | | | 88 312 | 379 023 | 132 234 | 108 081 | 0 | 240 315 |

| ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL avec option achat | | | | | | | | | |
|--|------------------------------|----------------------|-------------------|---------------|----------------------------|---------------|----------|---------------|-----------------------|
| Poste du Bilan | Valeur des biens à l'origine | Dotations théoriques | Redevances payées | | Redevances restant à payer | | | Total à payer | Prix d'achat résiduel |
| | | | De l'exercice | Cumulées | Jusqu'à 1 an | +1 an à 5 ans | +5ans | | |
| Véhicules | 40 461 | 4 046 | 4 730 | 18 594 | 10 056 | 2 065 | | 12 121 | 387 |
| TOTAUX | | | 4 730 | 18 594 | 10 056 | 2 065 | 0 | 12 121 | 387 |

4. Tableau des flux de trésorerie

4.1 Capacité d'autofinancement

| | 30/06/2011 |
|---|--------------------|
| Excédent brut d'exploitation | (8 561 608) |
| (+) transfert de charges | 112 543 |
| (+) produits divers de gestion | 22 992 |
| (-) charges diverses de gestion | 81 101 |
| (+) produits financiers hors reprises | 31 181 |
| (-) charges financières hors dotations | 162 196 |
| (+) produits exceptionnels hors reprises, cessions et subv. | 135 000 |
| (-) charges exceptionnelles hors dotations | 194 165 |
| (-) intéressement des salariés | |
| (-) impôt sur le bénéfice | -1 396 926 |
| Capacité d'autofinancement | (7 300 428) |

4.2 Tableau de financement

| | 30/06/2011 |
|---|--------------------|
| Ressources et financement de l'exercice | |
| Capacité d'autofinancement de l'exercice | |
| Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé : | |
| Cessions d'immobilisations : | |
| - incorporels | |
| - corporels | 102 005 |
| Cessions ou réductions d'immobilisations financières | 60 548 |
| Augmentation des capitaux propres | |
| Augmentation de dettes financières : | |
| - emprunts | |
| - autres dettes financières | |
| Total des ressources | 162 553 |
| Emplois fixes de l'année | |
| Insuffisance d'autofinancement | 7 300 428 |
| Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé : | |
| Immobilisations incorporelles | 134 764 |
| Immobilisations corporelles | 1 036 520 |
| Immobilisations financières | 50 000 |
| Réduction de capitaux propres (et avances conditionnées) | |
| Remboursement de dettes financières : | |
| - emprunts | 85 340 |
| - autres dettes financières | |
| Total des emplois | 8 607 052 |
| Variation du fonds de roulement net global | (8 444 499) |

SUPRA

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

SUPRA

28 Rue du Général Leclerc - 67210 OBERNAI
Société anonyme au capital de 1 682 089 €
RCS Saverne n° B 675 880 710

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

SUPRA

Période du
1^{er} janvier 2011 au
30 juin 2011

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société SUPRA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé.

SUPRA

Période du
1^{er} janvier 2011 au
30 juin 2011

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « 1. Faits marquants de l'exercice » du chapitre A « Faits caractéristiques » et 1.2 « Immobilisations corporelles » du chapitre B « Principes, règles et méthodes comptables appliqués » de l'annexe relatives d'une part aux plans d'amortissements des équipements industriels et d'autre part à la reprise des amortissements dérogatoires.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Fait à Strasbourg, le 30 août 2011

Le commissaire aux comptes

Mazars :



Valentin WITTMANN